

De plus, prennent-ils la peine de nous rappeler, les thèses qu'ils défendent ne furent-elles pas, en 1946, celles de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui en les abandonnant aurait rompu avec le marxisme ? Nous allons rappeler les raisons de ce revirement, dans la mesure où cela nous permet d'expliquer *pourquoi* nous disons depuis 1949-1951 que les démocraties populaires sont des « Etats ouvriers ».

*La IV<sup>e</sup> Internationale et les démocraties populaires : des principes à l'analyse de la situation concrète*

Le numéro de la revue *IV<sup>e</sup> Internationale* de février 1946, dénonçant l'expansionnisme de l'U.R.S.S., notait que la « transformation structurelle » — de caractère révolutionnaire — des pays du glacis « se fait dans un sens militaro-bureaucratique et ne remplace nullement la révolution socialiste, c'est-à-dire l'action révolutionnaire indépendante des masses dans le but d'arriver non seulement à étatiser les moyens de production, mais à contrôler d'abord et à gérer ensuite elle-même la production », et l'on fondait cette thèse sur une citation d'un texte de Trotsky de 1939, à propos de la Pologne : « Nous devons d'abord et principalement établir que l'extension du territoire dominé par l'autocratie et le parasitisme bureaucratiques, camouflé sous des mesures « socialistes », peut augmenter le prestige du Kremlin, engendrer des illusions concernant la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. »

Nous aurions, selon les camarades de *Lutte Ouvrière*, succombé en 1949 à ces illusions, en admettant, au grand dam de la « méthode d'analyse marxiste », que ces Etats étaient devenus soudainement et comme par l'intervention du Saint-Esprit en lieu et place du prolétariat, des Etats ouvriers, déformés peut-être, mais ouvriers. Le camarade Germain, après avoir dit en 1946, en bon trotskyste, que « aussi longtemps que l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas effectivement détruit et aussi longtemps que les travailleurs n'ont pas effectivement saisi les entreprises en expropriant la bourgeoisie, la nature de l'Etat et de la société reste foncièrement capitaliste » — ce qui demeure à ce jour la théorie de *Lutte Ouvrière* —, aurait renié les principes en vertu de la simple « ressemblance » de ces pays avec l'U.R.S.S., trois ans tard.

Pour comprendre ce brusque tournant, qui a abouti à la position qui est encore aujourd'hui la nôtre, *il faut tenir compte de ce qui s'est passé pendant ces trois années, qui ont consacré le passage de la politique d'entente de Yalta au début de la guerre froide, avec tout ce que cela impliquait de bouleversements politiques.* Dès lors, si la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'époque, a cru devoir prendre ses distances par rapport à la lettre de ce qu'avait pu écrire Trotsky, c'est en vertu de l'analyse de la situation internationale et de la dynamique qui s'enclenchait dans les démocraties populaires. Et si cette analyse paraît remettre en cause le fondement même de la théorie marxiste de la révolution, il faut, comme pour les révolutions coloniales, y regarder de plus près en recherchant les raisons profondes de ces « perturbations » de la théorie, afin de déterminer si oui ou non elles impliquent son rejet ou sa confirmation avec quelques ménagements. Là encore,

nous essaierons de montrer qu'en ne prenant pas en considération le stalinisme dans toutes ses conséquences, les camarades de *Lutte Ouvrière* ont été amenés, au nom de la fidélité aux principes, à s'interdire de comprendre la réalité.

Sur quoi était fondée la résolution du 3<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1951, qui consacrait la nouvelle estimation du caractère de classe des pays d'Europe de l'Est ?

On considérait que l'intégration des « démocraties populaires » à l'orbite économique et politique de l'U.R.S.S. s'était accélérée depuis 1949, et l'on en concluait : « Tenant compte de toutes ces modifications apportées depuis 1949 tant à l'économie qu'à l'appareil d'Etat des pays du glacis, dans le cadre d'une évolution internationale nouvelle, *il faut considérer que l'assimilation structurelle de ces pays à l'U.R.S.S. est actuellement essentiellement achevée et que ceux-ci ont cessé d'être fondamentalement des pays capitalistes.* »

— *Economiquement* : dans les années 1948 s'est opéré un changement des visées économiques du Kremlin sur les pays d'Europe centrale. Après le pillage des Etats satellites de l'Allemagne nazie, puis la mise en place de plans à court terme destinés à redresser la production et à poser les bases de son expansion ultérieure, il imposa des plans à longue portée, reposant sur l'étatisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation de l'agriculture. Il s'agissait de renforcer les liens économiques de ces pays avec l'U.R.S.S. et parallèlement de les détacher du marché capitaliste. Certes, ce bouleversement de la structure économique-sociale se fit par-dessus la tête de la classe ouvrière et de la paysannerie, selon le modèle russe et compte tenu des besoins de la « patrie du socialisme ». Mais ces plans à long terme, et le bouleversement des rapports de production qu'ils supposaient, avaient bel et bien pour fonction de liquider les vestiges du capitalisme, et non d'aménager une sorte de « capitalisme d'Etat » sous la domination du Kremlin. Après les années 1948, la structure économique et sociale des pays du « glacis », si elle ne correspondait pas, par sa genèse, au schéma marxiste traditionnel, ne pouvait plus, sauf au prix d'inconséquences graves, passer pour capitaliste.

— *Politiquement* : les camarades de *Lutte Ouvrière* tirent argument de la constitution, après la Libération, de « fronts nationaux » regroupant staliniens et bourgeois nationaux les plus réactionnaires, pour avancer que, quelles qu'aient pu être les épurations et pressions diverses exercées par le Kremlin sur les appareils d'Etat, les « démocraties populaires » sont restées ce qu'elles étaient à l'origine, *des Etats bourgeois*. La bureaucratie soviétique avait pour but principal, disent-ils, « d'étouffer le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier » — ce que nous ne contestons pas — et ne pouvait en conséquence « bâtir que des appareils d'Etat anti-prolétariens ». Mais l'appareil d'Etat soviétique est-il moins « anti-ouvrier », pour n'être pas bourgeois ? De plus, au moment même de la politique des fronts nationaux, les communistes ne devaient-ils pas, tout en respectant officiellement les formes parlementaires et démocratiques dans l'intérêt de la coopération avec l'Ouest, acquérir la plus grande influence politique possible et s'emparer des postes clefs ? Et surtout,